



Le magazine de ma mutuelle

Publié sur Viva Presse (<http://www.viva.presse.fr>)

[Accueil](#) > Recherche en France : l'Etat raisonne à courte vue

Recherche en France : l'Etat raisonne à courte vue

Découvert il y a vingt-cinq ans, le virus du sida pourrait-il encore l'être aujourd'hui ? On peut se poser la question au moment de la Journée mondiale contre le sida. Le pilotage politique de la recherche conduit en effet à concentrer les moyens, en baisse, sur quelques secteurs « porteurs », au détriment de disciplines jugées mineures et non rentables. Illustration à l'Institut de neurobiologie de la Méditerranée, à Marseille. 27-11-2008

Découvert il y a vingt-cinq ans, le virus du sida pourrait-il encore l'être aujourd'hui ? On peut se poser la question au moment de la Journée mondiale contre le sida. Le pilotage politique de la recherche conduit en effet à concentrer les moyens, en baisse, sur quelques secteurs « porteurs », au détriment de disciplines jugées mineures et non rentables. Illustration à l'Institut de neurobiologie de la Méditerranée, à Marseille.

Au bout du complexe scientifique de Luminy, à Marseille, adossé à la colline, de l'autre côté des calanques, se dresse l'Institut de neurobiologie de la Méditerranée (Inmed). Œuvre du Norvégien Kjetil Thorsen, architecte à qui l'on doit la bibliothèque d'Alexandrie, ce bâtiment aéré, lumineux et très contemporain abrite un laboratoire de l'Inserm (unité 901) d'une centaine de personnes, dont 30 chercheurs.

Dirigé par Yehezkel Ben-Ari, l'Inmed représente l'excellence en matière de recherche fondamentale dans les sciences du cerveau. Ce laboratoire public a démontré, voilà deux ans, que la femme enceinte informe et prépare son bébé à l'accouchement grâce à la libération d'une hormone – l'ocytocine – dans le sang.

L'ocytocine, qui stimule les contractions (ce que l'on savait), joue également un rôle d'anesthésiant, avant l'accouchement, pour préparer le cerveau de l'enfant à naître à affronter un éventuel manque d'oxygène.

Financement sur projet

Cette découverte extraordinaire a des retombées importantes sur la prévention des accouchements prématurés. Elle est l'aboutissement inattendu de vingt ans de recherche dans le domaine des neuromédiateurs.

« Un chercheur ne sait pas à l'avance ce qu'il va découvrir ! Le radium, les rayons X, le laser, l'imagerie cérébrale ou encore les biotechnologies sont autant d'exemples de découvertes issues de la compréhension des mécanismes. Or, conséquence du désengagement de l'Etat de la recherche, les financements publics orientent aujourd'hui les travaux vers des secteurs porteurs,

rentables, incitant à ne voir que l'application d'une découverte. Et ce au détriment de la recherche fondamentale, sans laquelle il ne peut y avoir d'innovation scientifique, en l'occurrence médicale », déplore le directeur de l'Inmed, par ailleurs membre de l'association Sauvons la recherche (Slr).

Et ce dernier de préciser : « Il y a encore dix ans, l'Inserm contribuait à notre budget à hauteur de 90 %, contre moins de la moitié aujourd'hui. Du coup, nous sommes financés sur projet, c'est-à-dire à court terme, ce qui rend l'emploi précaire. Il faut monter des dossiers très lourds pour solliciter des subventions auprès de l'Agence nationale de la recherche (Anr), de l'Europe, de fondations privées – bien moins nombreuses qu'aux Etats-Unis –, etc. Nous devons nous vendre au plus offrant ! »

Pilotage politique

Valérie Crépel, directrice de recherche à l'Inmed, a récemment fait les frais de cette politique. Elle s'est vu refuser le financement d'un projet de recherche sur « la réorganisation des réseaux de neurones à la suite de crises d'épilepsie ».

« L'Anr ne finance que 10 à 20 % des projets de biologie santé qui lui sont soumis, privilégiant les plus appliqués. Le mien est lié à une maladie, mais à un niveau trop fondamental, pas assez clinique pour elle. Or il faut savoir qu'un projet représente déjà plusieurs années de recherche. Il faut nous laisser plus de latitude, de liberté dans notre travail. »

Le pilotage politique de la recherche, privilégiant les retombées industrielles, a un autre effet pervers : il néglige des pans entiers d'activités, à commencer par les sciences humaines et sociales. L'exemple le plus frappant est celui de la recherche génétique, qui s'est vu allouer des moyens colossaux – y compris en l'absence de retombées thérapeutiques –, au détriment de la physiologie ou du biomédical, par exemple.

Certaines disciplines ont même été purement et simplement abandonnées. C'est le cas, par exemple, de l'entomologie, pourtant décisive dans la compréhension des mécanismes relatifs aux écosystèmes ou à la transmission des virus par les insectes. La toxicologie fait également partie des disciplines jugées non prioritaires... alors même qu'il y a beaucoup à apprendre des facteurs environnementaux dans l'apparition de certains cancers.

A l'Inmed, Anne-Laure Péliissier a le statut particulier d'hospitalo-universitaire. Enseignante chercheuse à l'hôpital la Timone de Marseille, elle est spécialisée en toxicologie judiciaire, une discipline très confidentielle – donc mal dotée en crédits publics. Mais elle travaille sur un axe jugé prioritaire en santé publique : l'addictologie.

La biologiste a rejoint l'Inmed parce que son domaine de recherche – les retentissements sur la maturation du cerveau fœtal de l'exposition in utero à des substances psychotropes – recoupait celui du laboratoire sur les neurotransmetteurs. « Je faisais auparavant de la toxicologie post mortem. Ce n'est plus possible aujourd'hui, faute de crédits. Cela pose la question de la place laissée aux microdisciplines. » Apparemment, aucune !

Chercheurs... en précarité

Derrière sa façade high-tech renfermant les multiples facettes du métier de chercheur, y compris des start-up, l'Inmed héberge également des chercheurs en situation de précarité. Les thésards –

entendez des étudiants de niveau bac + 5 minimum, préparant leur thèse sur trois ou quatre ans – sont tributaires des bourses, octroyées au compte-gouttes, et vivent à coups de contrats de un an, renouvelés ou pas, payés 1 200 ou 1 300 euros par mois. Romain Nardou est l'un d'entre eux.

« Quasiment la moitié de ma promotion en master 2 a dû arrêter. L'absence de débouchés signifie aussi que l'Etat français investit à fonds perdus dans la formation des chercheurs, qui finissent au chômage ou à l'étranger », analyse, lucide, ce jeune homme de vingt-cinq ans.

Quant aux postdoctorants, c'est-à-dire sans poste de titulaire, ils gagnent en moyenne de 1 500 à 2 000 euros mensuels à bac + 10 ou 12 ! Jean-Bernard Manent, vingt-huit ans, est vacataire à l'Inmed, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée. Et ce, malgré sa thèse et deux ans passés à l'université du Connecticut, aux Etats-Unis. « On me proposait de m'embaucher à 50 000 dollars par an, mais je suis revenu à Marseille pour des raisons personnelles. »

Comment, dans ces conditions, bâtir un projet de vie : enfant, prêt immobilier, etc. ? Difficile pour l'Inmed, comme pour tous les laboratoires de recherche publique en général, de susciter des vocations parmi les jeunes. Constance Hammond, chercheuse en neurobiologie à l'Inmed, a créé en 2004 une association pour initier un large public à la réflexion et à la démarche scientifique. Tous chercheurs accueillent des élèves de collèges, lycées et Bts de la région afin qu'ils mènent et valident des expériences in situ, trois jours durant, supervisés par des thésards.

« Il faut ouvrir les labos aux jeunes, y compris ceux des quartiers défavorisés, pour qu'ils apprennent à réfléchir de façon critique, comme nous. Ils travaillent par petits groupes et restituent leurs conclusions devant un chercheur. Nous accueillons aussi des membres d'associations de malades, désireux d'en savoir plus sur la maladie qui les frappe et sur les recherches en cours », détaille Constance Hammond, qui a su mobiliser les collectivités locales autour de son projet.

Photo libre de droit, Fotolia

Depuis sa création en 2004, l'association Sauvons la recherche (Slr) milite activement contre la diminution des moyens publics octroyés à la recherche, son pilotage politique à court terme et la précarisation croissante de l'emploi. L'association, qui compte aussi des directeurs de laboratoire, des maîtres de conférences du Cnrs et même un membre de l'Académie des sciences, dénonçait récemment la suppression en 2009 de 900 emplois statutaires dans la recherche et l'enseignement supérieur. « Les sources de financement se multiplient et sont morcelées. Cela conduira irrémédiablement à l'abandon de nombreuses thématiques », alerte, dans une pétition, l'association présidée par le mathématicien Bertrand Monthubert.

Le site : www.sauvonslarecherche.fr [1]

URL source (Obtenu le 21-06-2015): http://www.viva.presse.fr/La-recherche-en-France-l-Etat_10903.html

Liens:

[1] <http://www.sauvonslarecherche.fr>